

<https://ricochets.cc/Agriculture-derriere-les-blablas-macronistes-de-nouveaux-accords-de-libre-echange-en-vue-avec-Chili-Kenya.html>



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue



- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 28 février 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Derrière les blablas, coup de com, rafistolages temporaires et cafouillages de la tyrannie macroniste, la France veut signer de nouveaux accords de libre échange de merde avec le Kenya et le Chili, tandis que les patrons de la FNSEA se gavent du pognon des cotisants du syndicat.

Pour le pouvoir et son monde, les agriculteurs valent que dalle et sont voués à être remplacés par des robots et des travailleurs sous contraintes dans d'immenses exploitations gérées comme des firmes par des agri-managers et des IA, le sacrifice des paysans et petits agriculteurs est ici nécessaire pour ouvrir le marché des mines au Chili et continuer le productivisme.

Les diktats du capitalisme et des Etats règnent et imposent leurs lois destructrices.

L'éborgneur en chef ami de l'extrême droite essaie laborieusement d'éteindre la révolte d'une grosse partie du monde agricole, mais ça résiste.

Ce tyran a voulu ressortir son coup du grand blabla lors du salon de l'agriculture, puis à rétropédalé. Y a-t-il encore des gens prêts à se prêter à ce petit jeu où le tyran pérore et où il ne ressort jamais rien de bon ? (voir grand « débat » pour les gilets jaunes, convention citoyenne et autres machins contre feux du même acabit)

Après les très insuffisants petits pas dans la « bonne direction », voici le temps de l'accélération des grands pas dans la mauvaise.

C'est peu de dire que rien n'a été réglé pour les problèmes des agriculteurs « de base ».



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue un tyran pressé de rejoindre son tas de fumier ?

► En drôme récemment :

- Dans la nuit du mercredi 21 au jeudi 22 février, des tas de fumier ont été déposés devant le magasin Intermarché d'Aouste-sur-Sye (Drôme).
- Vendredi 23 février tôt le matin, des agriculteurs ont déposé du fumier et des déchets agricoles devant la préfecture de la Drôme et la sous-préfecture à Die.



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange Dépôt de fumier devant la sous-préf à Die par des agriculteurs

DIVERS

- 4à Paris samedi 24 février 2024
I Coup de gueule d'un agriculteur en colère : « **Il doit dégager** » « **Emmanuel Macron n'a pas fait crever que l'agriculture, les hôpitaux.. Tout est crevé à cause de lui ! Merci l'ultra libéralisme.** »
- Manifestation et blocage du leclerc a champagnole (39) par la confederation paysanne soutenue par des gilets jaunes et des syndicalistes
<https://www.facebook.com/AuxPtitsBonheursJura/videos/262905720231661>
- **"Macron démission" : le président hué et exfiltré au Salon de l'agriculture** - Emmanuel Macron a reçu les sifflets, les heurts et les insultes de centaines d'agriculteur-riche-s, écoeuré-e-s par sa présence, qui réclament des changements concrets.
- Situation explosive à Bruxelles ce lundi ou les agriculteurs tentent de perturber un sommet européen avec les ministres de l'agriculture des différents pays de l'union Européenne. Vidéo : https://fb.watch/qsio_9svXb/
- **« L'agro-industrie compromet le renouvellement des générations »** - Alors que les agriculteurs vieillissent et que l'agro-industrie accapare les terres, le chercheur Dominique Lataste considère que les transmissions de ferme devraient bénéficier d'un « soutien accru de la part des institutions ».
- **Macron au Salon de l'agriculture : le chaos, et toujours pas d'écologie** - Emmanuel Macron a été chahuté lors d'une journée d'inauguration chaotique au Salon de l'agriculture, le 24 février. Pendant son débat avec les agriculteurs et au cours de sa déambulation, il a encore caricaturé les sujets liés à l'écologie.
- **Transmettre sa ferme, le parcours du combattant pour les agriculteurs** - Tracas administratifs, enjeu économique, frein psychologique... Vendre sa ferme est un rude et long parcours pour les agriculteurs qui partent à la retraite. L'enjeu est de taille face à l'expansion des méga-exploitations.
- **Lacrymos et canons à eau : la colère paysanne déborde dans les rues de Bruxelles** - À Bruxelles, un millier de tracteurs ont paralysé le quartier européen, en marge d'une réunion des ministres de l'Agriculture des Vingt-Sept. Les paysans ont défendu des revenus dignes, la fin du libre-échange, et parfois les normes environnementales.
- **Pourquoi les agriculteurs n'aiment pas trop les haies** - Les haies sont des alliées précieuses pour lutter contre le changement climatique. Las, les agriculteurs en assurent quasi seuls l'entretien, comme le détaille le média Splann ! dans cette enquête sur le bocage breton.

En pleine crise agricole, la France soutient deux nouveaux accords de libre-échange

► **En pleine crise agricole, la France soutient deux nouveaux accords de libre-échange** - Les eurodéputés vont voter ce jeudi sur deux nouveaux accords de libre-échange avec le Chili et le Kenya. Des textes à l'opposé des revendications des agriculteurs mobilisés, dénoncent les auteurs de cette tribune.

(...)

Sur le seul plan agricole, l'accord UE-Chili augmente les quotas d'importation sans droit de douane pour de nombreuses viandes : 9 000 tonnes pour le porc, 2 000 tonnes pour le boeuf, 4 000 tonnes pour la viande ovine et 18 000 tonnes pour la volaille. Ces quotas, que la Commission juge limités, s'additionnent aux quotas existants et à ceux, nouveaux, que vient d'instaurer l'accord UE-Nouvelle-Zélande : 38 000 tonnes de viande ovine et 10 000 tonnes de viande bovine. À force, le cumul de ces quotas représente une part conséquente de la production européenne, suffisante pour tirer les prix vers le bas et faire disparaître les producteurs les moins compétitifs.

L'accord UE-Chili crée également de nouveaux quotas pour les préparations de fruits (10 000 t), l'huile d'olive (11 000 t), et permet d'importer sans limite de quantité, et sans droit de douane, des pommes, des kiwis et du miel, qui vont donc traverser la planète pour se retrouver sur nos étals.

(...)

L'accord UE-Kenya va, lui, empêcher le Kenya, ainsi que ses pays voisins avec lesquels il partage une union douanière, de mettre en oeuvre des politiques visant à protéger ses producteurs et marchés agricoles, comme une politique de prix garantis pour ses producteurs nationaux. Les investisseurs européens, massivement présents au Kenya dans le secteur de l'exportation de fruits, légumes et fleurs pourront continuer à exporter ces produits à bas coûts vers l'UE. C'est le propre de ces accords que de rendre toujours plus difficile l'introduction de politiques visant à protéger les producteurs agricoles d'une compétition internationale trop féroce.

(...)

Ces accords ne portent pas exclusivement sur le secteur agricole. L'accord UE-Chili, signé en catimini le 13 décembre 2023, en pleine COP28 sur le climat, vise à ce que les entreprises européennes puissent mettre la main sur des matières premières très convoitées telles le lithium et le cuivre, au risque d'aggraver la pression minière et les conflits socio-environnementaux, déjà très nombreux, dans le pays. L'électrification et le verdissement de l'économie européenne peuvent-elles se réaliser au prix d'une dégradation de la situation socio-environnementale des pays du Sud tels que le Chili ?



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue

LE SAVIEZ-VOUS ? LES DIRIGEANTS DE LA FNSEA SE GAVENT AVEC LES COTISATIONS DES AGRICULTEURS

► 13.400 euros mensuels : le boss du "syndicat" agricole productiviste est mieux payé que le ministre de l'agriculture -

Le monde agricole est en crise. Entre les gros agro-industriels qui font fortune et accumulent les terres et les petits exploitants qui souffrent, il y a une lutte des classes au sein d'un même secteur. Il est pourtant présenté, à tort, comme homogène : c'est comme mettre sur le même plan les ouvriers d'une usine en crise et leur patron.

Selon l'Insee, le revenu moyen des agriculteurs exploitants une fois déduits leurs déficits était de 1.210 euros par mois en 2017. Et la situation ne cesse de se détériorer depuis, ce qui a conduit à l'explosion de colère que nous connaissons depuis des semaines.

Cette colère est instrumentalisée par la FNSEA, syndicat de l'agro-industrie, qui détourne l'attention des agriculteurs et de la population en dénonçant les « écologistes » et les « normes environnementales », plutôt que de s'en prendre au gouvernement, à la grande distribution ou au lobby des pesticides qui étranglent les agriculteurs.

Cette FNSEA, justement, est financée en grande partie par les cotisations syndicales de ses adhérents - 6,3 millions d'euros en 2020 - et des subventions publiques - 4,2 millions. En pendant que des petits paysans crèvent, les dirigeants de la FNSEA se gavent.

Dans une enquête parue en 2020, Mediapart révélait le train de vie de la direction de la FNSEA. Le directeur de l'époque touchait 13.400 euros brut mensuels, et s'était augmenté son salaire de 22% dès son arrivée. Le directeur adjoint ? 9.600 euros brut à l'époque, augmenté de 30%. Le directeur du département « économie et développement durable » ? 7.500 euros brut, augmenté de 13%. Et tout ça avec l'argent donné par les agriculteurs aux syndicats et avec celui des impôts !

Si au moins la FNSEA défendait les intérêts des agriculteurs, mais non. Ce syndicat est le principal responsable de leur mal-être, en encourageant depuis des décennies les politiques productivistes qui permettent aux « gros » de racheter les terres des « petits », en soutenant la concurrence et le Marché, en encourageant l'usage de pesticides qui empoisonnent les terres et endettent les paysans, tout en sélectionnant des semences fragiles et dépendantes du modèle industriel.

Ce sont ces gens qu'on voit à la télé depuis deux mois et qui prétendent défendre les agriculteurs en détresse. Ces gens qui touchent, en un mois, l'équivalent de ce que touche un exploitant agricole sur une année !

Après les révélations de Mediapart, la FNSEA avait publié un communiqué disant qu'elle « assumait pleinement les niveaux de rémunération de ses cadres dirigeants ». 4 ans plus tard, la situation est encore plus indécente.

À la tête de la FNSEA actuellement, c'est Arnaud Rousseau, qui possède une énorme exploitation de 700 hectares et qui dirige le groupe Avril, une multinationale de l'agrobusiness spécialisée dans l'huile, qui a réalisé plus de 9 milliards d'euros de recettes en 2022. Oui, 9 milliards.

Les raisons de ces chiffres records ? L'inflation. Son groupe a augmenté son chiffre d'affaire de 32% par rapport à 2021, et surtout réalisé 218 millions d'euros de profits, une hausse de 45% sur un an.

Arnaud Rousseau n'a rien du paysan attaché à sa terre. C'est un entrepreneur, un grand patron qui règne sur ses hectares comme un manager régnerait sur une usine. Il est diplômé de l'European Business School de Paris, et fait du courtage de matières premières agricoles sur les marchés financiers.

Quels sont les points communs entre Arnaud Rousseau et le petit agriculteur de Bretagne qui peine à boucler ses fins de mois ? Aucun. Si ce n'est que le premier vit sur la misère du second. Un parasite qu'il s'agit de dégager.

Jour 1 - SIA 2024

^{a9}Le grand cirque était de sortie aujourd'hui au SIA. Images de violence au milieu des animaux, mise en scène permanente du Président de la République Emmanuel Macron, ouverture du Salon retardée et halls bloqués, visiteurs empêchés plusieurs heures pour permettre la déambulation de Monsieur le Président.

ã Nous avons porté nos revendications lors des échanges lors du petit déjeuner entre représentants syndicaux et le Président de la République.

Le débat "improvisé" à sa suite par Emmanuel Macron avec de soi-disant délégations syndicales était une pure opération de comm', que nous n'avons pas voulu cautionner par notre présence. Ce dont nous attendons maintenant et en urgence, ce sont des actes concrets pour le revenu paysan et la transition agroécologique.

La Confédération paysanne lutte sans relâche pour une sécurisation du revenu paysan. Seul syndicat à n'avoir jamais arrêté la mobilisation, nous retenons l'annonce présidentielle de prix planchers. Cependant, nous ne sommes pas dupes. Le chemin va être long avant leur application, face aux tenants du système libéral qui ont déjà commencé à crier au loup. Or, vivre dignement de notre métier ne devrait pas être négociable ! S'il faut changer ce système inique et injuste, alors changeons-le pour rémunérer le travail de celles et ceux qui nourrissent la population.

Ê Pour des prix planchers qui protègent structurellement le revenu paysan, il faudra rompre avec le dogme de la compétitivité et du libre échange. Pas seulement faire de belles promesses !

Protéger économiquement les paysannes et paysans des importations déloyales, remettre des outils de régulation des marchés, répartir équitablement les aides en agriculture, sont des étapes incontournables pour bâtir la souveraineté alimentaire. Cela devra se faire sans nuire aux agricultures des pays tiers.

La Confédération paysanne continuera à porter haut et fort la voix de l'agriculture paysanne et à proposer des solutions systémiques pour tous les paysans et paysannes. Ñ>Ñ>

INous le faisons sur le terrain, encore aujourd'hui à Angoulême en Charente et à Champagnole dans le Jura, et auprès des décideurs politiques durant ce Salon de l'agriculture à Paris.

IRDV au hall 4 Allée E020 sur notre stand pour échanger et transformer cette colère en avancées concrètes pour l'avenir de nos fermes.

(la Conf)

CHAOS AU SALON AGRICULTURE

Mêlée générale façon rugby, envahissement du salon, policiers affalés dans la paille au milieu des enclos, « Macron démission » qui résonne et agriculteurs qui cherchent le Président, meubles qui s'effondrent et salon évacué : c'était le chaos général ce matin du samedi 24 février pour l'ouverture du salon de l'agriculture.

Le fameux « débat » annoncé par le gouvernement, qui devait réunir les agro-industriels, des organisations agricoles et les Soulèvements de la Terre - que les autorités ont pourtant essayé de dissoudre - a été boycotté par tout le monde. Macron fait l'unanimité contre lui.

Ce matin, ce sont les syndicats agricoles productivistes qui ont refait le coup de poing, alors que Macron leur avait pourtant fait des cadeaux en autorisant l'usage massif de pesticides. **La colère continue pourtant de gronder, montrant que le modèle agricole actuel est sans issue pour tous les acteurs. Sauf pour les gros exploitants et les grandes surfaces.**

Pendant la cohue, Macron donnait une interview au calme, à l'abri, comme si de rien n'était. Il a ensuite mis en scène une confrontation avec une poignée d'agriculteurs de la Coordination Rurale, syndicat proche de l'extrême droite, qui avait rappelé ses troupes alors que le mouvement des agriculteurs menaçait le Marché de Rungis en janvier.

À cette occasion, Macron a annoncé son intention d'exiger des prix planchers pour les filières agricoles afin de « permettre de garantir le revenu agricole ». C'est justement ce que réclamaient en vain la France Insoumise et la Confédération Paysanne, et que le gouvernement refusait d'entendre...

► vidéo : <https://fb.watch/qpDko12vW2/>

(Note : La Conf exige plutôt des prix permettant de vivre dignement, incluant les coûts réel de production et de vrais revenus avec une vraies couverture sociale)

ÎÔ EN INDE : GRANDE RÉVOLTE PAYSANNE ET FORTE RÉPRESSION

La révolte qui part du monde paysan n'est pas uniquement française ni européenne : elle est mondiale. En Inde, une insurrection massive des paysans est en cours, et elle est fortement réprimée.

Le rejet de l'agro-industrie, de la concurrence entre producteurs, la demande d'un revenu digne pour les paysans sont des revendications qui traversent les frontières.

En Inde, pays encore largement rural, comptant 1,4 milliard d'habitants dont 66% sont des ruraux, des paysans manifestent depuis plusieurs semaines pour obtenir, entre autres, des prix minimums garantis pour leurs récoltes. Un système existe déjà dans certains États mais ne concerne que les denrées de base comme le riz et le blé. À deux mois des législatives, le régime d'extrême droite du Premier Ministre Modi a pris peur et réprime féroce la révolte.

Les négociations avec le gouvernement en début de semaine ont échoué, déclenchant une grande manifestation vers la capitale, Delhi. Dans l'État de l'Haryana, à 200 kilomètres de la ville, les policiers tirent des grenades lacrymogènes explosives et des munitions en caoutchouc pour empêcher un cortège paysan de rejoindre Delhi. Un jeune agriculteur de 22 ans est mort mercredi 21 février, manifestement touché par un tir de balle en caoutchouc à la tête.

Alors que les images du défunt ont massivement circulé sur les réseaux sociaux en Inde, le groupe X (Twitter) vient de reconnaître qu'il a supprimé des comptes et des publications liées aux manifestations, à la demande du gouvernement indien.

À la fin de l'année 2020 et au début de l'année 2021, près de 250 millions de travailleurs et travailleuses de l'agriculture et de l'industrie avait organisé la plus grande grève de l'histoire : un mouvement national contre les mesures du gouvernement nationaliste et néolibéral de Modi. À l'époque, les paysans avaient franchi les barrages de la police et occupé le Fort Rouge à Delhi, où le Premier Ministre prononce ses discours. C'était déjà contre des mesures de mise en concurrence du marché agricole et de privatisation du secteur.

► vidéo : <https://fb.watch/qnyV0mtolT/>

(posts de Contre Attaque)

L'ère de la monoculture et de la standardisation : conversation sur la plantation

► [L'ère de la monoculture et de la standardisation : conversation sur la plantation](#) - Comment définir les activités agricoles et industrielles introduites au XVIe siècle, devenues désormais hégémoniques ? L'ère des plantations : une simplification radicale des milieux vivants et la généralisation du travail forcé. Dans cet entretien passionnant, deux figures majeures de la pensée écologique ouvrent leur boîte à outils pour éclairer notre époque.

Dans le cadre du séminaire Plantations, qui se tient épisodiquement au Café Librairie Michèle Firk de la Parole Errante à Montreuil¹, nous proposons cette traduction d'un entretien de 2019 avec Donna Haraway et Anna Tsing sur la notion de Plantationocène. L'entretien a été réalisé en 2019 par Gregg Mitman et publié par Edge Effects².

Comme l'indique l'introduction à cet entretien : « En tachant d'explorer et d'approfondir le concept de Plantationocène, le séminaire s'interroge sur le passé et le présent des plantations, leurs matérialités, les transformations économiques, écologiques et politiques qu'elles ont entraînées, et leur importance pour la fabrication des corps humains, le capitalisme et la terre au cours de quatre siècles. ». Les chercheuses Donna Haraway et Anna Tsing partagent ici une analyse critique du capitalisme qu'il nous paraissait pertinent de rendre disponible en langue française, malgré le caractère parfois oral du texte. Pour en faciliter la lecture, nous avons choisi de couper certains passages et périphrases dont l'absence ne modifie pas le coeur du propos.

(...)

La plupart des peuples de cette planète n'ont précisément pas vécu et mis en branle les types de processus qui brisent la succession des générations, qui simplifient radicalement les écologies, qui étendent tout aussi radicalement le travail forcé et qui créent une forme de transformation globale au nom de la croissance qui est en soi génocidaire et "extinctionniste". Cette trajectoire n'est pas l'oeuvre d'une espèce, c'est un ensemble de conjonctures historiques situées et situables. À ce jour, le terme Anthropocène complique la compréhension de ces processus au lieu de la simplifier pour la plupart des gens.

(...)

Dans de nombreuses petites exploitations agricoles indépendantes, des dizaines de cultures agricoles différentes peuvent être pratiquées et exiger du soin de la part des agriculteurs-trices qui se préoccupent de chacune d'elles. En concevant à l'inverse des systèmes reposant sur du travail forcé et contraint, l'agriculture en est venue à reposer sur des simplifications écologiques.

(...)

On peut également considérer l'élevage moderne de poulets comme un système de plantation. Les entrepreneurs modernes de cet élevage ont beau être des "entrepreneurs indépendants", la nature de leurs contrats est telle qu'ils n'ont en pratique aucune marge de liberté. Ils doivent acheter des poussins d'une composition génétique et d'un âge bien déterminé et ils ne peuvent les nourrir qu'avec une formule alimentaire définie en amont. Ce type d'élevage de poulets nécessite de constantes mises à niveau technologiques pour la gestion de la circulation de l'air, de l'élimination des déchets, etc., dans un dispositif hautement réglementé dépendant d'investissements massifs et produisant une forme d'agriculture d'endettement. Cela engendre des formes de captivités par l'hypothèque.

C'est également vrai pour la monoculture céréalière du Midwest où la capture hypothécaire des agriculteurs, même ceux qui sont censés être riches, est bien connue. Ensuite, ces éleveurs de poulets doivent vendre les poussins ; ces derniers doivent prendre du poids à tel ou tel rythme prédéfini, être vendus à tel ou tel âge, et ainsi de suite. Ce n'est pas de l'esclavage héréditaire ni du travail salarié. C'est un travail contractuel indépendant. Mais cela reste un système de réduction radicale de la possibilité de ce que Marx pouvait appeler le travail vivant. C'est même l'élimination du travail vivant ou, du moins, une réduction radicale de ce travail. Or, cette désorganisation permanente et active du travail vivant est une affaire multi-espèces.

(...)

Les plantations cultivent, si l'on peut dire, les parasites et les pathogène

Sur le thème de la dépossession, je voulais juste ajouter une image saisissante de l'époque où se multipliaient les plantations de palmiers à huile là quand j'y ai fait mes recherches à Kalimantan, sur l'île de Bornéo en Indonésie. À cette époque, ils ne se débarrassaient pas seulement des villageois locaux, mais aussi de la forêt tropicale dans laquelle ces personnes vivaient et des animaux fuyaient chaque jour de cette forêt en voie de disparition. Je n'avais jamais vu autant d'animaux de toute ma vie. Les animaux savent très bien se cacher dans la forêt tropicale, donc

quand on se promène dans cette forêt, on ne les voit pas . Mais je n'ai vu tous ces animaux exotiques que parce qu'ils n'avaient plus nulle part où aller et qu'ils fuyaient, déplacés de la forêt. C'est pour moi une image marquante du déplacement des non-humains. Et puisque Donna en a déjà parlé, je vais dire un mot sur les agents pathogènes, qui sont à mon avis extrêmement importants. **Les plantations cultivent, si l'on peut dire, les parasites et les pathogènes, de plusieurs manières différentes.**

(...)

Dans le même temps, les plantations sont liées au commerce mondial. Elles font souvent circuler les mêmes matériaux d'un bout à l'autre du globe, ce qui permet l'hybridation d'espèces de pathogènes étroitement apparentées mais géographiquement séparées. Ces hybridations produisent en retour des entités pathogènes qui acquièrent la capacité d'attaquer de nouveaux hôtes. **Nous assistons donc à une prolifération d'entités pathogènes à la virulence renforcée qui, pour autant que je sache, n'a jamais été observée dans le monde auparavant.** Bien entendu, ces entités ne restent pas dans les plantations. **Elles rendent d'autres types d'agriculture, comme la culture paysanne à petite échelle, beaucoup plus difficiles qu'elles ne l'étaient jusqu'alors.**

(...)

Nous ne pouvons pas nous asseoir et penser que tout va s'arranger.

(...)

Il n'y aura pas de retour à un espace et un temps pleinement réparé. Pour autant, il peut y avoir des restaurations, des restitutions, des reconstructions, et l'inclusion de nouveaux êtres qui arrivent dans le monde, des manières de vivre dans le monde qui n'existaient pas auparavant sur cette planète.

(...)

Ce n'est pas si difficile de jouer. Il n'est en effet pas si difficile d'entretenir la joie si nous nous laissons faire. La joie n'est pas l'innocence ; c'est l'ouverture à la sollicitude. Si nous laissons entrer le plaisir, si nous laissons entrer la lumière, si nous la laissons s'infiltrer, il y a des sortes d'apparition furtives de l'éclat et de la joie du monde. Nous vivons vraiment sur une planète étonnante, et nous pouvons tout aussi bien laisser entrer l'étonnement.



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue

} HAINE DE CLASSE AU SOMMET DE L'ÉTAT

En France en 2023, plus d'un habitant sur deux sautait au moins un repas par jour et 9,3 millions vivaient sous le seuil de pauvreté. 31,3% des étudiants vivaient en-dessous du seuil de pauvreté et les files pour l'aide alimentaire près des campus ne désemplissent pas.

L'aide alimentaire en France concerne 7 millions de personnes et les Restos du Coeur ont annoncé être en

grave difficulté face à l'afflux de personne dans le besoin il y a quelques mois.

Toujours en 2023, on estime qu'une personne sur cinq a souffert de la faim en France au cours des douze derniers mois.

Et pourtant, Macron le millionnaire a osé déclarer : « **Les smicards préfèrent des abonnements VOD à une alimentation plus saine** », des propos rapportés par le journal La Marseillaise et prononcés devant des agriculteurs.

Comme si les gueux mangeaient mal ou trop peu par choix et pas à cause de l'inflation galopante, des salaires trop bas et des marges toujours plus indécentes de la grande distribution. Macron culpabilise les pauvres du sort qu'il leur inflige. Et le pire, c'est que cette énième déclaration de haine de classe sera sans doute vite oubliée, comme les précédents.

Jusqu'à ce que les ventres soient suffisamment vides pour qu'il ne reste que des riches à manger ?

(post de Contre Attaque)

Capitalisme et productivisme oblige : "Toujours plus industrielle, l'agriculture française s'enferme dans l'impasse"

► [Toujours plus industrielle, l'agriculture française s'enferme dans l'impasse](#) - Où va l'agriculture française ?

Alors que le gouvernement multiplie les reculs écologiques, les partisans d'une agriculture paysanne respectueuse du vivant s'inquiètent.

(...)

La marmite a débordé. Rien de très surprenant, tant l'agriculture française semble aujourd'hui à un point de bascule, un moment clé. Elle doit trouver comment faire face au choc climatique, qui est déjà là. Par ailleurs, l'association Terre de liens a calculé que d'ici 2030 « dans seulement six ans » un quart des agriculteurs devrait partir à la retraite, libérant ainsi 6 millions d'hectares de terres agricoles, soit 23 % des surfaces cultivées en France. (...) « Il y a un risque d'aller vers un modèle agricole de plus en plus industrialisé, piloté par des agri-managers, estime Coline Sovran, autrice du rapport de Terre de liens.

(...)

« Les réponses du gouvernement ne correspondent pas au cœur des revendications des agriculteurs, qui portent sur le revenu et les problèmes climatiques » sécheresse, inondations, estime Clotilde Bato, coprésidente du collectif d'organisations paysannes et écologiques Nourrir. Ce n'est pas en favorisant l'agrandissement des élevages industriels, les mégabassines et les pesticides que l'on répondra aux crises qui vont se multiplier. Nous sommes inquiets de cette vision court-termiste. »

« Il y a comme un grand retour au productivisme des années 70 », observe aussi Christian Couturier, directeur de l'association Solagro. Comme le montre le graphique de Reporterre, les élevages ne cessent de se concentrer, les tracteurs sont de plus en plus puissants pour permettre d'exploiter de plus grandes surfaces avec un minimum d'agriculteurs, les surfaces irriguées (pour augmenter les rendements notamment) croissent, l'endettement des agriculteurs aussi. (...) « Il n'y a aucune remise en cause de la trajectoire tendancielle, et elle n'est pas rose, poursuit l'ingénieur. On continue à perdre des actifs agricoles, des terres agricoles, du potentiel productif. Les nappes d'eau sont contaminées par les pesticides. C'est alarmant et hors de contrôle. » Il cite une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Elle a évalué les coûts cachés du système alimentaire français à 163 milliards d'euros par an, et encore elle n'inclut pas les pesticides. C'est sous-évalué et cela représente déjà 10 % du PIB

(...)

Ces dernières années, le gouvernement a aussi diminué les aides aux associations qui promeuvent une agriculture paysanne. Il a augmenté les financements de la FNSEA au détriment des autres syndicats que sont la Confédération

paysanne et la Coordination rurale. Il a choisi, dans la distribution des aides de la PAC, de faire le minimum pour l'agroécologie. Il soutient la déréglementation des nouveaux OGM.

(...)

« Pendant longtemps, l'action publique n'était pas à la hauteur des enjeux écologiques, mais faisait des petits pas, observe Véronique Lucas. Désormais, il n'y en a même plus, le gouvernement actuel minore le besoin de transformation profonde de l'agriculture. »

(...)

Le gouvernement n'échappera pas aux problèmes écologiques, estime Véronique Lucas. Par exemple, « sur les pesticides, il y a tellement de résidus dans l'eau que beaucoup d'élus locaux sont dans des situations impossibles. La région rennaise a frôlé la rupture d'approvisionnement en eau potable en 2022. Cette situation va revenir, et le gouvernement ne pourra pas traiter Rennes comme il a traité Mayotte ».

(...)

INDE. LE MOUVEMENT PAYSAN PREND UNE DIMENSION NATIONALE, PROLÉTARIENNE ET LANCE UN MESSAGE ANTICAPITALISTE AU MONDE

Les paysans ont prévu d'organiser le 24 février, comme déjà un peu aujourd'hui 23 février, des marches pour brûler les effigies des dirigeants du pays, mais aussi des marches aux bougies en soirée à travers tout le pays à la mémoire de Shaheed Shubhkaran Singh le jeune paysan de 23 ans tué par la police et de trois autres agriculteurs martyrs, tandis que 18 seraient en situation critique, 200 ont été blessés par balle, plus de 500 autres blessés autrement, alors qu'un autre paysan a été tué par la police ce soir.

Le 25 février, une conférence sur l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) se tiendra aux frontières de Shambhu et Khanauri (là où les marches sur Delhi sont bloquées par la police) en prévision de manifestations partout le 26 février, dans tous les villages du pays et les villes ainsi qu'aux deux grands rassemblements paysans à la frontière de Shambhu et Khanauri pour dénoncer l'OMC au service de l'agro-industrie capitaliste (qui ouvre une conférence mondiale ce jour-là à Abu Dhabi) afin de signifier au monde que le mouvement des petits paysans indiens est un mouvement anticapitaliste et prolétarien. En effet, les coordinations paysannes appellent les organisations syndicales ouvrières, les jeunes, les femmes et tous les opprimés et exploités à se joindre à leurs marches ce jour-là. En même temps, toujours ce 26, une nouvelle marche de tracteurs aura lieu, mais cette fois organisée par le SKM, qui partira d'Amritsar dans le Pendjab afin de rejoindre symboliquement Shambhu, où la marche vers Delhi est actuellement bloquée par la police, afin d'affirmer la convergence des différentes coordinations paysannes en lutte (SKM, SKM (non political) et KMM) et leur volonté de regrouper leurs forces pour la suite.

Les 27 et 28 février, aura lieu une réunion nationale des coordinations paysannes, avec un comité de liaison entre les trois principales coordinations aux frontières de Shambhu et Khanauri, et le 29 février, sera annoncée la prochaine étape du mouvement paysan.

(post de Jacques Chastaing)



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue

MACRON AU SALON DE L'AGRICULTURE : COMMUNIQUE DES SOULEVEMENTS DE LA TERRE

« Clarifications sur les Soulèvement de la Terre, l'invitation au "grand débat" et sur les mouvements paysans auxquels nous prenons part, 24 février 2024 :

Contrairement à ce que voudrait faire croire Emmanuel Macron et la FNSEA, les Soulèvements de la terre sont nés avec l'objectif de lutter pour la préservation d'une agriculture paysanne, contre l'artificialisation et l'accaparement des terres. Nous ne sommes pas contre les agriculteurs, nous oeuvrons au contraire aux côtés d'une grande partie d'entre eux depuis nos débuts, pour que les ressources, les sols, l'eau soient protégés : c'est la condition sine qua non pour qu'une agriculture soit possible encore demain, et que de nombreuses personnes puissent vivre de la paysannerie.

L'Élysée a bien cherché à nous contacter via différents biais pour nous inviter à ce "grand débat" [1], que nous avons refusé. Voici quelques clarifications sur notre positionnement et sur les dernières 48h.

En deux jours, la venue d'Emmanuel Macron au salon de l'agriculture a pris des airs de farce et s'est accompagnée d'une somme de mensonges de l'exécutif. A l'heure d'une fronde agricole inédite, Macron a cherché à désamorcer le conflit en resservant la soupe du « grand débat ». **Mais de l'arnaque de la convention citoyenne pour le climat au simulacre de négociations pour les retraites, plus personne n'accepte de faire de la figuration pour légitimer les monologues présidentiels.** L'invitation des Soulèvements de la terre a rendu fous de rage la FNSEA, la droite et l'extrême droite. **De notre côté nous avons d'abord cru à une blague lorsque nous avons bel et bien été contacté pour participer au débat. De toute évidence, nous ne nous serions jamais livré à une telle mascarade qui n'a d'autre objectif que d'éteindre la rébellion agricole en cours.** Notre place est dans les luttes avec les paysan-nes, dans les blocages des plate-formes de la grande distribution ou les occupations des sièges de l'agro-industrie. Les débats nous les avons au quotidien, sur le terrain, avec les habitant-es et paysan-nes des territoires.

La direction de la FNSEA et le gouvernement agissent de concert pour mettre un point final au mouvement agricole et oeuvrent à mettre en place une agriculture sans agriculteurs. Ils cherchent à détourner la colère avec un train de mesures qui ne profiteront qu'aux patrons de l'agro-business sans résoudre trois questions centrales :

- (1) celle du revenu paysan, de la capacité à vivre dignement du travail de la terre ;
- (2) celle d'un changement de modèle agricole pour préserver la terre et l'eau face au ravage écologique ;
- (3) et enfin celle de la garantie pour tous-tes d'accéder à une alimentation saine et locale. La loi d'orientation agricole en facilitant l'usage des pesticides ou en généralisant les méga-bassines au profit d'une minorité d'agriculteurs exportateurs ne répond à aucun de ces enjeux.

Le désarroi agricole, les suicides et la colère sont les conséquences d'une politique délibérée de destruction de la classe paysanne : par la mise en concurrence mondiale et les accords libre échange et par l'organisation d'une dépendance au complexe agro-industriel qui dépossède les agriculteurs de la maîtrise de leur métier, les surendette et inféode leur activité aux profits de la grande distribution et des industriels de l'agro-alimentaire.

Nous contribuons avec les Soulèvements de la Terre à différents combats pour la défense des paysan.nes. Contrairement à ce que cherche à faire croire la propagande du gouvernement, nous n'avons jamais « attaqué de fermes », nous avons ciblé des infrastructures du complexe agro-industriel : bassines en Deux-Sèvres, une usine Monsanto à Lyon, des expérimentations toxiques de l'industrie nantaise du maraîchage. Nous avons repris des terres aux spéculateurs et vendangé les vignes de Bernard Arnault pour appuyer des installations paysannes. Plusieurs générations de paysan.nes se retrouvent dans nos manifestations et prennent pleinement part aux Soulèvements de la Terre.

Contrairement à ce que cherche à faire croire la FNSEA, il n'y a pas un monde agricole unifié dont elle représenterait les intérêts. Il y a une grande bourgeoisie agro-industrielle, dont Arnaud Rousseau est le représentant, qui accapare et concentre les terres et les aides publiques. Et en face, il y a des masses d'ouvriers agricoles précaires et d'agriculteur-ices moyens en voie de paupérisation. Le gouvernement et la direction de la FNSEA cherchent une nouvelle fois à opposer écologistes et paysan.nes. Pour nous, il n'est plus question que les paysan.nes continuent à être pris en tenaille entre suicide économique et suicide aux pesticides. Nous avons la conviction que la lutte sociale des travailleurs de la terre et la lutte écologique contre le ravage en cours sont indissociables. Nous le démontrerons une fois de plus lors de la saison d'action des Soulèvements de la Terre qui commence ce printemps.

L'agitation qui règne au salon de l'agriculture démontre que le mouvement qui a surgi en janvier 2021 n'est pas près de s'éteindre. Nous continuerons, comme nous l'avons fait ces dernières semaines, à appuyer les blocages et les actions contre les multinationales, comme Avril et Lactalis, qui font leur beurre sur le dos des paysans. »

[1] L'Élysée a bien cherché à inviter les Soulèvements de la terre à ce débat. Le jeudi 22 février, à partir de 18h, un député européen EELV confirme avoir transmis le numéro de téléphone d'une de nos portes paroles au cabinet de Pascal Canfin (RE), qui était en charge de faire le lien avec l'Élysée pour nous inviter à ce « grand débat ». Des membres du cabinet du cabinet Gabriel Attal ont contacté une responsable politique nationale d'EELV, afin de récupérer un contact chez les Soulèvements de la terre. Différents journalistes nous ont confirmé que, dans sa conférence de presse de jeudi, l'Élysée avait bien annoncé l'invitation des Soulèvements de la Terre au "grand débat".

[2] Notre premier communiqué sur le mouvement agricole en cours, daté du 31 janvier :
<https://lessoulevementsdelaterre.org/fr-fr/blog/mouvement-agricole-communique-soulevements>

Contact presse (de préférence sur Signal) : 07 58 65 86 40

DU FUMIER POUR LACTALIS

Ces dernières semaines, la révolte agricole qui secoue le pays s'est parfois trompée d'ennemis, instrumentalisée par les lobbys de l'agro-industrie. On a vu des syndicats agricoles productivistes s'en prendre aux écologistes et aux normes environnementales, et pas aux véritables responsables de la détresse du secteur.

Ce samedi 24 février, au Salon de l'Agriculture, du fumier a été répandu sur le stand de Lactalis.

Voici un vrai ennemi du monde paysan : le groupe Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers, qui possède les marques Lactel, Président, Société, Galbani ou La Laitière.

Lactalis est le numéro 1 de l'agroalimentaire en France, devant Danone. C'est un véritable empire qui règne sans partage sur l'industrie du lait et exploite les producteurs. Son patron, Emmanuel Besnier, est la 6e plus grande fortune de France, avec plus de 20 milliards d'euros.

Lactalis a aussi fraudé le fisc. Le 6 février, le groupe a été perquisitionné par les enquêteurs du Parquet National Financier dans le cadre d'une enquête pour « fraude fiscale aggravée » et « blanchiment de fraude fiscale aggravée », sur plusieurs centaines de millions d'euros ! Pendant que les petits exploitants peinent à boucler les fins de mois, Lactalis vole des sommes colossales à l'Etat.

Une entreprise aussi énorme fonctionne comme une mafia : elle contrôle le marché, et peut donc fixer les prix d'achats. Lactalis avait proposé un prix de 405 euros la tonne de lait pour 2024, « complètement déconnecté du marché et des attentes des producteurs » selon la Confédération Paysanne. Les marges de Lactalis et de la grand distribution sur le lait augmentent, alors que les producteurs perdent de l'argent !

La Confédération paysanne a donc envahi le siège de Lactalis le 21 février. Le fumier déposé ce samedi vise tout aussi juste. Car ce ne sont pas les luttes écologistes qui détruisent la vie des paysans, mais au contraire les firmes de l'agro-industrie, de l'alimentation industrielle et les grandes surfaces ... qui exploitent la terre et les Hommes.

► vidéo : <https://fb.watch/qq5G4D6iHX/>



Agriculture : derrière les blablas macronistes, de nouveaux accords de libre échange en vue

O SALON DE L'AGRICULTURE : 50 HEURES DE GARDE À VUE POUR AVOIR RAPPELÉ UN FAIT HISTORIQUE

« Je viens de sortir après plus de 50 heures des geôles du pouvoir » expliquait Ritchy Thibault, militant harcelé par la police, dans une courte vidéo publiée lundi 26 février au soir.

Les faits remontent au samedi 24 février. Le militant s'était rendu au Salon de l'agriculture, par ailleurs fortement chahuté par les agriculteurs lors de la venue de Macron, et avait scandé en direction du Président de la République : « L'éborgneur, n'oublie jamais que nous sommes dans le pays de la Révolution française, le pays qui fait tomber la tête des monarques ! »

Pour ce simple rappel historique, il avait immédiatement et brutalement été embarqué par les services de sécurité, menotté et jeté en cellule. Le dimanche, sa garde à vue était reconduite d'une journée supplémentaire par un procureur.

Sorti lundi soir, après deux jours au cachot, Ritchy Thibault est sorti avec une convocation en procès le 9 août prochain pour « menace de mort envers le président de la République ». Le futur prévenu, par ailleurs étudiant en histoire, pourra rappeler aux magistrats que la Monarchie a été abolie et leur offrir un petit rappel des différentes révolutions qui ont secoué notre pays.

Sous Macron, le crime de lèse majesté est rétabli :

- ▶ En avril 2023, un homme de 77 ans avait été interpellé pour avoir installé une pancarte « Macron, on t'emmerde » devant sa maison.
 - ▶ En mars, une quinquagénaire du Nord de la France avait posté sur Facebook avant une intervention de Macron à la télévision : « L'ordure va vous parler demain à 13 heures ». Arrestation à domicile.
 - ▶ Le même mois, un enseignant a été placé en garde à vue pour avoir posé sur les rails de la gare de Nice un pantin à l'effigie du président de Macron.
 - ▶ Durant le confinement, plusieurs personnes ont été arrêtées ou menacées par la police pour avoir déployé sur leurs domiciles des banderoles « Macronavirus, à quand la fin ? »
 - ▶ Le 7 avril 2018 à Nantes, lors d'une manifestation, une marionnette en papier et en chiffon à l'effigie de Macron avait été jugée symboliquement et pendue. Pendant deux mois, une équipe de la Police Judiciaire de Nantes avait enquêté, et interpellé un homme à son travail, avant de le placer en garde à vue et de le perquisitionner. La presse avait écrit, sans rire : « on le soupçonne d'avoir frappé la marionnette ».
- « Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des rois » écrivait William Shakespeare au 16e siècle. Serait-il lui aussi placé en garde à vue ?

(posts de Contre Attaque)